

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	CFS: 86/3 Février 1986
	联合国粮食及农业组织	
	FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS	
	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	
	ORGANIZACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA AGRICULTURA Y LA ALIMENTACION	

Point III a) de l'ordre
du jour provisoire

COMITE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE

Onzième session

Rome, 9 - 16 avril 1986

PERSPECTIVES A MOYEN TERME DE L'ALIMENTATION ET SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE

Table des matières

- I. GENERALITES
 - II. PERSPECTIVES DE LA CONSOMMATION, DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE
Tendances générales
Perspectives concernant les pays en développement et les pays
à faible revenu et à déficit alimentaire
 - III. INCIDENCES D'EVENTUELLES PENURIES SUR LA STABILITE DES
APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES
Mauvaise récolte de blé
Mauvaise récolte de riz
Mauvaises récoltes céréalières généralisées
 - IV. ACCES AUX DISPONIBILITES ALIMENTAIRES
 - V. CONCLUSIONS
- ANNEXE: HYPOTHESES FONDAMENTALES SUR LESQUELLES REPOSENT
LES PROJECTIONS

I. GENERALITES

1. Le présent document fait suite à la proposition formulée dans un rapport sur la sécurité alimentaire mondiale adressé par le Directeur général à la neuvième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, passant en revue les perspectives à moyen terme des approvisionnements et des besoins alimentaires mondiaux. L'étude se fonde sur les conclusions des projections récemment établies pour les produits agricoles par la Division des produits et du commerce international de la FAO. A cette fin, un "Modèle alimentaire mondial" 1/ a été mis au point; il couvre l'ensemble céréales/aliments pour animaux/graines oléagineuses, pour tous les pays et toutes les grandes régions du globe; ce modèle a été utilisé pour évaluer les perspectives des produits à l'horizon 1990. Le présent document traite uniquement de la partie des projections qui intéresse directement la sécurité alimentaire; l'analyse complète portant sur toutes les denrées sera publiée séparément 2/.

2. Les trois éléments sur lesquels repose la sécurité alimentaire mondiale, à savoir la production, la stabilité des approvisionnements et l'accès aux produits composent le cadre général dans lequel s'inscrivent les résultats des projections et les problèmes examinés. La section II traite des tendances générales de l'équilibre alimentaire dans le cas de conditions météorologiques normales et traite plus spécifiquement de la mesure dans laquelle la production des pays en développement et des pays à faible revenu et à déficit alimentaire permettra à ceux-ci de satisfaire leurs besoins alimentaires en 1990. Dans la section III, on examine les problèmes relatifs à l'instabilité des approvisionnements, à partir de divers scénarios qui font intervenir plusieurs types possibles de déficits de la production céréalière qui - hypothétiquement - pourraient se produire en 1990. Les incidences des projections concernant l'accès aux approvisionnements de la part des pays en développement et des pays à faible revenu et à déficit alimentaire sont examinées dans la section IV. Enfin, dans la section V, on tire les principales conclusions de ces projections et l'on examine leurs implications politiques.

II. PERSPECTIVES DE LA CONSOMMATION, DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE

Tendances générales 3/

3. Globalement, la demande solvable de la plupart des produits agricoles et alimentaires devrait progresser beaucoup plus modérément dans les années 80 qu'elle ne l'a fait au cours de la décennie précédente. Les facteurs qui conditionnent essentiellement la demande sont la croissance démographique et

1/ Une description détaillée de la méthode que recouvre le Modèle alimentaire mondial figure dans le document CCP: OF 85/6, Add.1, novembre 1985.

2/ Projections de la FAO relatives aux produits agricoles, 1980-1990 (à paraître).

3/ Pour une brève description des hypothèses de base sur lesquelles reposent les projections, voir l'annexe.

la croissance des revenus. Sauf en Afrique, le rythme de la croissance démographique devrait continuer de se ralentir au cours des années 80. Dans la plupart des régions, la croissance des revenus réels sera aussi probablement plus lente dans le reste des années 80 que pendant la décennie 70, encore que l'on s'attende à une amélioration par rapport à la première moitié des années 80.

4. Dans la plupart des pays développés, où les niveaux de consommation sont déjà élevés, la population augmente très lentement et toute progression ultérieure des revenus sera sans doute modeste. La demande finale de la plupart des produits agricoles devrait donc, dans ces pays, n'enregistrer que de faibles augmentations.
5. Dans les pays en développement aussi, la croissance de la demande solvable sera dans l'ensemble plus lente. Proportionnellement toutefois, population et revenus devraient croître plus rapidement dans les pays en développement que dans les pays développés. Ce fait, joint à une plus vive réaction de la demande à la croissance des revenus dans ces pays, implique qu'une bonne partie de la consommation mondiale supplémentaire concernera les pays en développement.
6. La situation céréalière ne s'écarte pas de la situation générale. La production céréalière globale augmentera, selon les projections, plus lentement que dans les années 70 mais l'emportera sur la croissance de la demande. A l'horizon 1990, les disponibilités devraient être abondantes sur les marchés internationaux par rapport à la demande d'importation solvable.
7. Dans un certain nombre de pays et de régions qui étaient précédemment de gros importateurs, la production céréalière augmentera plus rapidement que la consommation intérieure. Pour l'ensemble des céréales, ce sera, entre autres, le cas de l'URSS, de l'Europe de l'Est, de la Chine, de l'Inde et des pays de la CEE. Dans beaucoup d'autres pays, notamment en Afrique et au Proche-Orient, ce sera sans doute la tendance opposée qui prévaudra - à savoir que la demande dépassera la production intérieure de céréales - mais dans l'ensemble les importations céréalières brutes n'augmenteront globalement que de 1,8 pour cent par an pendant les années 80, contre 7,1 pour cent dans les années 70.
8. Si la demande de céréales se ralentit et si la production reste bonne dans plusieurs pays, les stocks céréaliers mondiaux devraient, en 1990, être suffisants pour assurer une sécurité alimentaire mondiale acceptable. La part des stocks destinée à la consommation en 1990 devrait, selon les projections, augmenter d'environ 1,5 point par rapport au niveau moyen de 1979-81. Cela correspondrait à un supplément de près de 70 millions de tonnes. Plus de 90 pour cent de cet accroissement devrait se répartir de façon à peu près égale entre le blé et les céréales secondaires, le reste étant représenté par le riz. Comme la production elle-même, l'accroissement des stocks de riz sera presque exclusivement concentré dans les pays en développement, tandis qu'une grande partie de l'augmentation des stocks de céréales secondaires intéressera les pays développés. L'accroissement des stocks de blé se partagera probablement à part égale entre les pays développés et les pays en développement.

Perspectives concernant les pays en développement et les pays à faible revenu et à déficit alimentaire

9. La majeure partie de l'accroissement de la consommation alimentaire totale dans les pays en développement portera sur les céréales. La consommation alimentaire de céréales par personne dans les pays en développement devrait atteindre en moyenne 174 kg en 1990, contre 162 kg en 1979-81. Près de 70 pour cent de l'utilisation supplémentaire totale de céréales dans les pays en développement seront dus à la consommation alimentaire, alors que dans les pays développés le surcroît d'utilisation sera surtout lié à la production animale. La consommation alimentaire de céréales par personne devrait augmenter en Amérique latine, au Proche-Orient, en Extrême-Orient et en Chine. En Afrique, par contre, la consommation céréalière par habitant sera, selon les projections, moins élevée en 1990 qu'en 1979-81, soit 126 kg contre 128,5 kg.

10. On prévoit également des augmentations de la consommation alimentaire totale de denrées non céréalières, et notamment de racines et de tubercules qui sont les plus importantes des cultures traditionnelles. D'une manière générale, cependant, l'augmentation de la consommation des produits agricoles traditionnels devrait tout juste suivre le rythme de la croissance démographique de sorte que l'accroissement réel de la consommation par habitant des denrées alimentaires de base dans les pays en développement pris en tant que groupe reviendra essentiellement aux céréales. Parmi les régions en développement, les projections indiquent que la consommation alimentaire par habitant de racines et de tubercules ne continuera d'augmenter, dans les années 80, qu'au Proche-Orient et en Extrême-Orient.

11. Pour l'ensemble des pays en développement, on prévoit que la croissance de la production céréalière de 1979-81 à 1990 l'emportera légèrement sur la progression de la demande, mais la mesure dans laquelle la production intérieure répondra à la demande croissante variera beaucoup selon les régions géographiques. En Amérique latine, en Extrême-Orient et dans les pays d'Asie à économie centralement planifiée, les taux de croissance projetés pour la production céréalière dépasseront les taux de croissance de la demande. Ces trois régions devraient donc, selon les projections, améliorer leurs taux d'autosuffisance, qui passeraient de 91 à 93 pour cent pour l'Amérique latine, de 94 à 98 pour cent pour l'Extrême-Orient et de 94 à 98 pour cent pour les économies centralement planifiées d'Asie. En revanche, la production céréalière prendra du retard par rapport à la demande totale au Proche-Orient et en Afrique, ce qui fait que ces régions dépendront davantage des approvisionnements extérieurs. Pour le Proche-Orient, le taux d'autosuffisance céréalière devrait descendre de 77 pour cent en 1979-81 à 65 pour cent seulement en 1990; pour l'Asie, le taux d'autosuffisance tombera durant la même période de 76 à 70 pour cent. A elles seules, ces deux régions devraient compter pour 26,5 millions de tonnes, soit 80 pour cent, dans l'accroissement total projeté (33 millions de tonnes) des importations céréalières des pays en développement entre 1979-81 et 1990.

12. La plupart des pays à faible revenu et à déficit alimentaire seront, selon les projections, incapables d'améliorer la consommation de denrées de base par habitant car, outre que leur production intérieure progressera difficilement, leur capacité d'importation sera, durant les années 80, encore plus entravée par le manque de devises qu'au cours de la décennie précédente. C'est ainsi que les projections indiquent que, pour les pays à faible revenu et à déficit alimentaire (Chine et Inde non comprises), les taux de croissance des importations céréalières seront, dans les années 80, inférieurs de plus de la moitié à ceux des années 70. Néanmoins, même si les projections annoncent une diminution des taux de croissance des importations céréalières, ces pays seront encore plus tributaires des céréales importées en 1990 qu'en 1979-81. Leur taux d'auto-suffisance, qui était de 85 pour cent en 1979-81, ne sera plus que de 83 pour cent en 1990; la baisse sera encore plus accentuée dans les pays africains à faible revenu et à déficit alimentaire.

13. Ce qui est particulièrement préoccupant dans le cas des pays à faible revenu et à déficit alimentaire (Chine et Inde non comprises) c'est que, si la production perd du terrain par rapport à la demande et si les importations se présentent comme très difficiles, leur consommation alimentaire par habitant de céréales restera en 1990 aussi faible qu'en 1979-81, soit 150 kg. Les pays africains à faible revenu et à déficit alimentaire verront quant à eux leur consommation alimentaire par habitant de céréales qui était déjà basse en 1979-81 (123 kg) diminuer à nouveau; d'après les projections, elle ne sera que de 119 kg en 1990.

14. Il n'est pas moins inquiétant, en ce qui concerne les perspectives alimentaires générales des pays à faible revenu et à faible déficit alimentaire, de constater que la consommation alimentaire de produits agricoles traditionnels non céréalières ne suffira probablement pas à combler leurs déficits alimentaires croissants. La consommation alimentaire par habitant de plantes-racines et de tubercules qui, après les céréales, constituent la plus importante source de calories dans ces pays n'augmentera, semble-t-il, que marginalement, passant de 94 kg en 1979-81 à 97 kg en 1990 (Chine et Inde non comprises). Pour les pays africains à faible revenu et à déficit alimentaire, où ces cultures occupent une place encore plus importante dans l'alimentation, on prévoit une diminution de la consommation par habitant en 1990 par rapport à 1979-81. La consommation par habitant diminuera alors que les projections indiquent que la croissance annuelle de la production sera plus forte pendant les années 80 que pendant les années 70.

III. INCIDENCES D'EVENTUELLES PENURIES SUR LA STABILITE DES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES

15. Les projections examinées dans la section précédente se rapportent à la situation la plus probable compte tenu des diverses variables qui conditionnent l'offre, la demande et le commerce. Du côté de la demande, la population augmente doucement et il est peu probable que la croissance démographique réelle, à court et à moyen terme, s'écarte sensiblement des niveaux projetés;

la croissance des revenus est moins facilement prévisible. C'est du côté de l'offre, cependant, que de grosses fluctuations pourraient se produire, ne serait-ce que sous l'effet des caprices du temps. En outre, si la production devait souffrir du mauvais temps, il est probable que toutes sortes de cultures seraient touchées simultanément et que les dégâts ne se limiteraient pas à une seule région géographique.

16. Pour évaluer les incidences des fluctuations de l'offre sur la sécurité alimentaire mondiale, on a pris trois hypothèses différentes pour 1990: une mauvaise récolte de blé, une mauvaise récolte de riz, et de mauvaises récoltes affectant toutes les céréales. Nous allons voir ci-après quelles sont les répercussions de chacune de ces hypothèses sur la production, les stocks, la consommation et le commerce. Disons d'emblée que les hypothèses sur lesquelles repose l'analyse ci-après ne sont pas des prédictions de ce qui va se passer, elles servent simplement à donner des indications générales sur les effets que pourraient avoir d'hypothétiques défaillances de la production.

Mauvaise récolte de blé

17. Ce scénario suppose un déficit de 5 pour cent de la production de blé se produisant simultanément dans les grands pays exportateurs (Argentine, Australie, Canada, CEE et Etats-Unis) et un déficit de 20 pour cent de la production de blé en URSS, par rapport aux niveaux projetés pour 1990 dans le scénario principal décrit précédemment. La production de blé dans le reste du monde et la production de riz et de céréales secondaires partout ailleurs sont supposées normales, c'est-à-dire telles que projetées dans le scénario principal.

18. L'effet cumulatif des réductions hypothétiques de rendement dans ces quelques pays donnerait un déficit total de 28 millions de tonnes, soit environ 5,2 pour cent de la production globale de blé projetée pour 1990 dans le scénario principal. A la suite de cette baisse de production, les stocks céréaliers totaux projetés dans le scénario principal diminueraient de 21 millions de tonnes, et la consommation de près de 6 millions de tonnes. La presque totalité de la réduction des stocks (environ 90 pour cent) concernerait les pays développés et 95 pour cent porteraient sur le blé.

19. Sur cette réduction totale projetée concernant les stocks, 58 pour cent environ serviraient à approvisionner la consommation intérieure dans les pays détenteurs des stocks, le reste serait écoulé sur le marché mondial. Le commerce international du blé dans le cadre de ce scénario augmenterait d'environ 8,4 millions de tonnes par rapport au niveau de 115 millions de tonnes projeté dans le scénario principal. Le commerce des céréales secondaires et du riz augmenterait aussi quelque peu.

20. Compte tenu de leur plus forte capacité d'importer, les pays développés importeront environ 10 millions de tonnes de blé de plus (soit 23 pour cent) que ce qu'ils auraient importé normalement en 1990. Ces fortes augmentations des importations de blé de la part des pays développés, dont une forte

proportion destinée à l'URSS, sont aisément prévisibles car ce sont ces mêmes pays qui seraient touchés par l'hypothétique mauvaise récolte. Toutefois, leurs besoins accrus d'importations feraient monter les cours mondiaux et se répercuteraient donc de façon négative sur la capacité des pays en développement de se procurer des approvisionnements sur le marché international. Si les prix du blé montent, les pays en développement réduiront leurs importations de blé d'environ 1,7 million de tonnes, dont 1 million pour les pays à faible revenu et à déficit alimentaire; pour les pays africains, le recul serait de près de 300 000 tonnes soit quelque 3,5 pour cent de leurs importations normales projetées pour l'année en question.

21. S'il se produisait une mauvaise récolte de blé de cette ampleur, les stocks céréaliers globaux détenus en 1990 seraient suffisants, de sorte que la consommation céréalière mondiale ne diminuerait que faiblement (de moins d'un demi-point de pourcentage). Toutefois, même si le déficit de production est supposé se produire dans quelques pays développés seulement, ses effets ne manqueront pas de se faire sentir dans les pays en développement en raison de la hausse des prix qui l'accompagnera. D'autre part, chez ces derniers, la majeure partie de la réduction (près de 90 pour cent) portera sur la consommation alimentaire, tandis que dans les pays développés la baisse de consommation touchera le secteur de l'alimentation animale, qui généralement réagit davantage aux prix.

Mauvaise récolte de riz

22. Ce scénario suppose une baisse de 7,5 pour cent de la production de riz se produisant simultanément dans neuf pays d'Asie (Bangladesh, Inde, Indonésie, République de Corée, Malaisie, Pakistan, Philippines, Sri Lanka et Thaïlande) par rapport aux niveaux de production projetés pour 1990. La production rizicole du reste du monde, ainsi que la production de blé et de céréales secondaires partout ailleurs, sont supposées normales c'est-à-dire telles que projetées dans le scénario principal.

23. Selon ce scénario, la production diminuerait d'environ 10,5 millions de tonnes de riz usiné, soit 3,1 pour cent par rapport au niveau projeté dans le scénario principal. Il en résulterait un prélèvement sur les stocks mondiaux de riz que l'on estime à 3,3 millions de tonnes, dont 2,7 millions de tonnes provenant des stocks des pays en développement. Comme le riz retiré des stocks serait consommé dans les pays qui les détiennent, le commerce mondial du riz ne progresserait que de 740 000 tonnes par rapport au niveau projeté dans le scénario principal. Par ailleurs, le commerce mondial du blé augmenterait d'environ 1,5 million de tonnes (provenant presque en totalité des stocks des pays développés). Les approvisionnements ainsi débloqués ne suffiraient pas à compenser le déficit présumé, et les prix du riz monteraient considérablement; les prix du blé augmenteraient aussi légèrement, les stocks et les prix des céréales secondaires ne subissant pas d'ajustements appréciables.

24. Les importations céréalières totales de l'Extrême-Orient, région supposée être touchée par les mauvaises récoltes, augmenteraient de près de 2,7 millions de tonnes mais les importations de plusieurs autres régions en développement diminueraient (tableau 4). Malgré cela, la consommation céréalière totale de la région Extrême-Orient diminuerait de 1,5 pour cent en 1990 et la consommation de riz par habitant de 3 pour cent par rapport au niveau projeté dans le scénario principal.

25. Dans l'ensemble, l'effet d'une mauvaise récolte de riz sur la consommation totale de céréales dans les pays en développement est beaucoup plus important que celui de la mauvaise récolte de blé envisagée plus haut, même si en valeur absolue le déficit global présumé est beaucoup plus important pour le blé (28 millions de tonnes) que pour le riz (10,5 millions de tonnes). Cela tient au volume relativement restreint des stocks de riz, à la répartition de ces stocks entre pays exportateurs et importateurs et à la forte hausse qui frapperait le riz si l'offre diminuait. Il convient de signaler cependant que, même quand l'offre est normale, le commerce du riz joue un rôle relativement mineur comparé à celui du blé. Les échanges de riz portent sur moins de 5 pour cent de la production totale, contre 22 pour cent pour le blé. Il y a par conséquent moins de possibilités que le commerce du riz joue un rôle important dans la régularisation de l'offre.

Mauvaises récoltes céréalières généralisées

26. Ce scénario combine les résultats des mauvaises récoltes de blé et de riz examinées ci-dessus et suppose en outre un déficit de 38 millions de tonnes (4,4 pour cent) de la production de céréales secondaires. Cette dernière hypothèse correspond à l'effet global d'une diminution de 5 pour cent de la production de céréales secondaires en Argentine, en Australie, au Canada, dans la CEE et aux Etats-Unis; de 20 pour cent en URSS et de 5 pour cent dans 20 pays africains au sud du Sahara ^{1/}. Certes, il est peu probable que de mauvaises récoltes puissent affecter une superficie géographique aussi étendue. Il convient toutefois de noter que des déficits agricoles beaucoup plus importants se produisant dans un petit nombre de pays occupant une place importante dans la production et le commerce des céréales pourraient avoir, sur le marché mondial, un effet semblable à ceux du scénario décrit ici.

27. Selon ce scénario, la production mondiale de céréales secondaires en 1990 serait inférieure de 39,4 millions de tonnes au niveau de 901 millions de tonnes projeté dans le scénario principal. Au total, le déficit global toutes céréales confondues s'élèverait à quelque 78 millions de tonnes, dont 28 millions de tonnes pour le blé et 10,5 millions de tonnes pour le riz, ainsi qu'il a été dit plus haut. Cela représenterait un déficit d'environ 4,4 pour cent par rapport à la production céréalière mondiale projetée pour 1990 dans des conditions normales.

^{1/} Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Niger, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Tanzanie et Zambie.

28. Dans l'hypothèse d'une mauvaise campagne affectant le monde entier, il faudrait retirer plus de 50 millions de tonnes des stocks céréaliers prévus pour 1990. Ce retrait compenserait environ 65 pour cent du déficit total envisagé comme hypothèse. La majeure partie des stocks débloqués (45 millions de tonnes) proviendrait des pays développés, dont 26 millions de tonnes de l'Amérique du Nord. Les prélèvements comprendraient environ 25 millions de tonnes de blé, 22 millions de tonnes de céréales secondaires et à peu près 3,6 millions de tonnes de riz. Comme les prélèvements ne compenseraient pas entièrement le déficit de la production, les cours des céréales augmenteraient dans des proportions considérables.

29. Environ 58 pour cent des prélèvements projetés seraient utilisés pour améliorer les approvisionnements destinés à la consommation intérieure dans les pays détenteurs des stocks; le reste serait placé sur les marchés internationaux. Les importations cérésières totales, selon ce scénario, augmenteraient de 21 millions de tonnes par rapport aux échanges cérésières totaux (269 millions de tonnes) projetés dans le scénario principal. L'intensification des courants d'échange serait fortement concentrée (tableau 4). Près de 20 millions de tonnes de ces importations supplémentaires correspondraient à un accroissement des importations des pays développés, principalement de l'URSS. Les importations globales des pays en développement n'augmenteraient que de 1,1 million de tonnes et beaucoup d'entre eux devraient diminuer leurs importations car la flambée des prix ne leur laisserait pas la possibilité de prétendre aux disponibilités existant sur le marché mondial. L'Extrême-Orient, qui dans le cadre de ce scénario verrait sa production cérésière totale reculer de près de 11 millions de tonnes par rapport au scénario principal, n'importerait que 2,5 millions de tonnes de céréales de plus. En conséquence, plus de 40 pour cent de la réduction de la production cérésière prévue dans cette région se traduiraient par une baisse de la consommation.

30. La consommation mondiale totale de céréales, dans le cadre de ce scénario, tomberait d'environ 27,5 millions de tonnes, c'est-à-dire de 1,5 pour cent par rapport au niveau projeté pour 1990 dans le scénario principal. L'essentiel du déficit de la production est supposé se produire dans les pays développés, mais l'effet sur la consommation dans les pays développés et les pays en développement serait asymétrique. Ainsi, même si la part des pays en développement dans le déficit total de la production cérésière ne devait être que de 18 pour cent, leur consommation diminuerait de 34 pour cent. En outre, plus des trois quarts de la baisse de la consommation de céréales des pays en développement toucheraient la consommation alimentaire alors que, dans les pays développés, elle consisterait, pour plus de 90 pour cent, à utiliser moins de céréales pour nourrir le bétail. En ce qui concerne les pays à faible revenu et à déficit alimentaire pris en tant que groupe, Chine et Inde non comprises, leur baisse de production présumée se traduirait, pour plus de 60 pour cent, par une diminution de la consommation; dans le cas des pays africains à faible revenu et à déficit alimentaire, le déficit de la production se répercuterait dans une proportion de plus de 70 pour cent sur la consommation.

IV. ACCES AUX DISPONIBILITES ALIMENTAIRES

31. Les résultats projetés dans le scénario principal, qui suppose des conditions de production normales, indiquent une légère amélioration des disponibilités de denrées alimentaires de base par habitant dans les pays en développement, ainsi que dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire considérés dans leur ensemble. Bien que les projections aient été faites pays par pays et non pour des groupes particuliers de population à l'intérieur des pays, on peut dire grosso modo que les accroissements projetés de la consommation alimentaire de céréales par habitant, joints au fait que la consommation alimentaire de plantes-racines et de tubercules ne se modifierait pas sensiblement, pourraient contribuer à réduire marginalement la proportion de la population souffrant de sous-alimentation. Néanmoins, malgré un accroissement des disponibilités globales, la sous-alimentation serait encore très répandue d'autant que, selon les projections, les revenus progresseront plus lentement dans les années 80 que dans les années 70. Ce résultat serait conforme aux conclusions de la cinquième Enquête alimentaire mondiale ^{1/} qui a montré que le nombre de personnes sous-alimentées avait augmenté dans les années 70 dans toutes les régions en développement, Proche-Orient excepté, et ce en dépit d'une augmentation des niveaux de consommation alimentaire moyens dans les principaux groupes de pays.

32. L'analyse faite dans le cadre de la cinquième Enquête alimentaire mondiale a montré également que le nombre de personnes sous-alimentées au cours des années 70 s'est accru dans les endroits où les disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) par habitant avaient diminué. Par exemple, on a constaté que dans les pays où les DEA par habitant ont diminué dans la mesure de -1,0 à zéro pour cent par an, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de 1,6 à 4,2 pour cent par an. Cela semble indiquer que, dans les pays africains à faible revenu et à déficit alimentaire, les diminutions projetées concernant les DEA par habitant risquent de se traduire par une nouvelle augmentation - qui pourrait atteindre 2 pour cent par an dans les années 80 - de la population sous-alimentée de ce groupe de pays.

33. Le groupe de population le plus durement touché serait celui des pauvres des pays à faible revenu et à déficit alimentaire; on s'attend, en effet, à ce que, dans ces pays, la consommation moyenne nationale de denrées alimentaires de base diminue dans les années 80, tandis que les revenus par habitant augmenteront sans doute plus lentement qu'au cours de la décennie précédente. Selon le scénario principal, dans 32 pays à faible revenu et à déficit alimentaire, la consommation alimentaire de céréales par habitant sera plus faible en 1990 qu'en 1979-81 et les revenus par habitant ne seront qu'à peine supérieurs, peut-être même inférieurs dans certains cas. Sur ces 32 pays, 20 appartiennent à l'Afrique au sud du Sahara. Il est probable que l'incidence de la sous-alimentation va s'aggraver dans ces pays. Si l'on veut qu'en 1990 la consommation

^{1/} FAO, cinquième Enquête alimentaire mondiale; Rome, 1985.

céréalière par habitant atteigne, à tout prix le moins, le niveau national moyen réalisé en 1979-81, il faut accroître leur disponibilités céréalières d'environ 3 millions de tonnes par rapport aux niveaux projetés dans le scénario principal. Sur ces 3 millions de tonnes, il faudra 2,5 millions de tonnes pour les pays au sud du Sahara.

34. L'ampleur de ces déficits estimatifs de la consommation varie selon les pays, de même que la possibilité pour chacun d'entre eux de combler les manques par une accélération de la production alimentaire intérieure. D'une manière générale, cependant, les projections supposent déjà une accélération substantielle de la production céréalière, dont la progression passerait par exemple de 0,9 pour cent par an dans les années 70 à 2,0 pour cent par an dans les années 80 pour les pays africains à faible revenu et à déficit alimentaire pris dans leur ensemble. Il semble donc que toute ultérieure amélioration de la consommation céréalière par habitant par rapport aux niveaux projetés suppose une augmentation conjuguée des importations céréalières et de l'aide alimentaire.

35. Comme nous l'avons vu plus haut, les conditions étant normales, on prévoit des disponibilités abondantes sur les marchés mondiaux en 1990 et des prix réels probablement inférieurs à ceux de 1979-81. Néanmoins, les problèmes de devises restant très pressants, de nombreux pays en développement ne seront pas en mesure d'importer la totalité des approvisionnements dont ils auront besoin en 1990. Beaucoup ont déjà des difficultés, pour de graves raisons de balance des paiements, à financer leurs importations alimentaires. Nombre d'entre eux consacrent aux importations céréalières des fonds dont ils ont besoin pour d'autres importations urgentes et tout accroissement des dépenses alimentaires pourrait compromettre leurs perspectives de développement économique.

36. Les difficultés qu'ont les pays à faible revenu et à déficit alimentaire à financer leurs importations alimentaires vont très probablement s'accroître malgré les bas prix projetés pour les céréales en 1990, car beaucoup des denrées primaires qu'ils exportent eux-mêmes trouveront à moyen terme des marchés internationaux déprimés, y compris pour les produits les plus importants. A cet égard, les projections établies tout récemment par la FAO pour les principaux produits tropicaux, le sucre, les huiles végétales, les farines d'oléagineux et les matières premières agricoles semblent indiquer que les perspectives des cours mondiaux à l'horizon 1990 sont peu favorables aux exportateurs. Pour la plupart de ces produits, on s'attend à un ralentissement de la croissance du volume des échanges pendant les années 80 par comparaison avec la décennie précédente, ralentissement dû principalement à un freinage de la demande, et l'on entrevoit qu'il sera difficile, pour certains de ces produits, de contrôler la production de manière qu'elle suive la faible progression de la demande mondiale, ainsi qu'il ressort de l'évaluation présentée à la cinquante-cinquième session du Comité des produits (document CCP 85/19).

37. Dans le cas de fortes pénuries céréalières du type examiné dans la section III, l'accès aux marchés internationaux deviendra beaucoup plus difficile. Si des pénuries devaient se produire simultanément dans plusieurs pays producteurs

et importateurs de céréales, cela pourrait déclencher des hausses considérables des prix des céréales. Pour de nombreux pays en développement importateurs, et en particulier pour les pays à faible revenu et à déficit alimentaire, la hausse des cours mondiaux pèserait lourdement sur leur balance des paiements s'ils voulaient maintenir le même volume d'importations. Comme ils sont déjà en position de faiblesse en ce qui concerne leurs échanges extérieurs, une hausse des prix les obligerait à ralentir leurs importations et à compenser par de nouvelles réductions de leur consommation les effets de déficits de production intervenant ailleurs.

38. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit lors de la crise alimentaire de 1972-74. En 1972, la production céréalière a subi, par rapport à la tendance, un fléchissement d'environ 5 pour cent et a touché de nombreux pays. Les prélèvements effectués sur les stocks céréaliers entre 1971/72 et 1972/73 ont totalisé environ 45 millions de tonnes et les échanges mondiaux ont augmenté d'environ 25 millions de tonnes durant la dernière année. Les pays développés ont compté pour les deux tiers dans l'accroissement des importations, ce qui leur a permis de combler approximativement les trois quarts de leur déficit de production. Les importations des pays en développement ont représenté environ un tiers de l'accroissement total des importations et leur ont permis de compenser approximativement la moitié de leur déficit de production. Pour importer ces quantités supplémentaires, les pays en développement ont dû presque doubler leurs dépenses alimentaires en une seule année.

39. La "défaillance généralisée des cultures céréalières" qui, par hypothèse, se produirait en 1990 est approximativement de la même ampleur que celle qui s'est produite durant la première année de la crise 1972-74. D'après ce scénario, la facture des importations alimentaires des pays en développement augmenterait d'environ 50 pour cent par rapport au scénario principal (tableau 4), mais ces pays ne seraient en mesure de financer qu'une partie de leurs besoins d'importations supplémentaires.

40. Comme dans le cas de la crise alimentaire de 1972-74, ce scénario hypothétique suggère que le déficit de la production aurait également un effet asymétrique sur les pays développés et les pays en développement. Ainsi, même si, selon les projections, les pays en développement ne représentent que 5,4 pour cent, en volume, de l'accroissement des importations céréalières totales, ils devront payer 46 pour cent de la facture mondiale supplémentaire. Cet effet disproportionné tient au fait que les importations céréalières des pays en développement se composent principalement de blé et de riz (près des deux tiers du total), alors que les importations céréalières des pays développés se composent en grande partie de céréales secondaires relativement moins coûteuses.

V. CONCLUSIONS

41. Bien que les projections annoncent pour 1990 des disponibilités abondantes et de bas prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux, il semble que, dans beaucoup de pays à faible revenu et à déficit alimentaire, la consommation alimentaire ne s'améliorera que peu ou pas du tout d'ici la fin de

la décennie. La situation des pays à faible revenu et à déficit alimentaire d'Afrique, où l'on prévoit une détérioration de consommation par rapport à 1979-81, s'annonce à cet égard particulièrement préoccupante. Ces perspectives extrêmement décevantes s'expliquent principalement par les difficultés que les pays éprouveront à intensifier, pendant le reste des années 80, leur production alimentaire intérieure dans des proportions suffisantes pour suivre le rythme de la croissance démographique, et d'autre part par des problèmes de devises qui feront sans doute qu'il leur sera très difficile de combler le déficit de la demande intérieure par des importations commerciales.

42. Selon les projections, les stocks céréaliers mondiaux de 1990 seront suffisants pour assurer la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, si les conditions météorologiques sont normales. Cependant, ces stocks seront encore inégalement répartis entre les pays développés et les pays en développement. De plus, dans beaucoup de pays en développement, la sécurité alimentaire pourrait se détériorer sérieusement si la production agricole devait enregistrer des défaillances d'une certaine ampleur, que celles-ci se produisent dans les pays développés ou dans les pays en développement. Cette détérioration serait due aux hausses de prix qui en résulteraient et qui, pour des problèmes de devises, empêcheraient beaucoup de pays en développement de maintenir le volume de leurs importations commerciales. Enfin, de mauvaises récoltes auraient des effets asymétriques sur les pays développés et les pays en développement. Dans les pays en développement, l'ajustement de la consommation frapperait en majeure partie la consommation alimentaire, alors que dans les pays développés la presque totalité de cet ajustement retomberait sur le secteur de l'alimentation animale.

43. Malgré une amélioration des disponibilités alimentaires globales, la sous-alimentation continuera de sévir gravement dans un certain nombre de pays, d'autant que les revenus par habitant progresseront sans doute plus lentement que dans les années 70. Dans au moins 32 pays à faible revenu et à déficit alimentaire, dont 20 pays africains situés au sud du Sahara, la consommation moyenne de produits alimentaires de base devrait se situer, en 1990, à un niveau inférieur à celui de 1979-81. Pour que, dans ces pays, la consommation céréalière moyenne par habitant reste au même niveau qu'en 1981, il faudrait que leurs disponibilités cérésières totales soient d'environ 3 millions de tonnes supérieures aux niveaux projetés dans le scénario principal. A moins que ces pays ne parviennent à combler le déficit en accélérant encore leur production alimentaire nationale et en augmentant leurs importations alimentaires à des conditions commerciales et à des conditions de faveur, il est à prévoir que la sous-alimentation s'aggraverait.

44. Même en redoublant d'efforts pour produire davantage de céréales, beaucoup de pays en développement devront encore importer massivement, au moins à moyen terme. Mais en raison de leurs graves problèmes de balance des paiements, nombre de pays à faible revenu et à déficit alimentaire ne seront pas en mesure d'importer toutes les céréales dont ils ont besoin, même aux bas cours internationaux qui ressortent des projections. Les importations cérésières de ces pays, après avoir fortement progressé (de 7 pour cent par an) durant les

années 70, augmenteront pendant les années 80 à un rythme qui n'atteindra pas 2 pour cent par an. Ce chiffre montre certes que certains pays sont arrivés à augmenter leur production mais, dans beaucoup de cas, il s'explique aussi par une incapacité à acheter suffisamment pour satisfaire même les besoins normaux d'importations. De fait, les projections signalent, pour un certain nombre de pays, d'importants besoins d'importations non comblés en 1990. Ces pays auront donc encore besoin d'une aide alimentaire substantielle pour satisfaire leurs besoins de consommation, même en années de récoltes normales.

45. Les projections examinées ci-dessus n'ont pas expressément pour objet d'évaluer les futurs besoins d'aide alimentaire mais elles pourraient utilement contribuer à une telle évaluation, qui devrait couvrir également les besoins d'aide alimentaire des projets de développement, les programmes nutritionnels spéciaux consacrés aux groupes vulnérables, les secours alimentaires d'urgence, ainsi que l'aide alimentaire fournie pour soutenir la balance des paiements. A cet égard, dans la récente évaluation FAO/PAM qui porte sur l'année 1985 et qui a été considérée par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire comme un utile indicateur de ces besoins, les besoins totaux d'aide alimentaire ont été estimés à 20 millions de tonnes. Si l'on s'en tient aux toutes dernières projections de la FAO concernant les produits de base à l'horizon 1990, il semble peu probable que l'on puisse envisager à moyen terme une quelconque diminution de ces besoins. En fait, comme nous l'avons dit plus haut, la consommation alimentaire de céréales par habitant dans la moitié environ des pays à faible revenu et à déficit alimentaire sera, selon les projections, inférieure à ce qu'elle était en 1979-81.

46. Dans les conditions projetées pour 1990 dans le scénario principal, c'est-à-dire dans un contexte d'abondantes disponibilités céréalières mondiales, les pays exportateurs de céréales devront faire face à de graves problèmes pendant le reste de la décennie actuelle. Sur des marchés mondiaux déprimés, la concurrence s'intensifiera et leurs recettes d'exportations risquent de n'augmenter que faiblement, voire pas du tout. Les pays développés et les pays en développement seraient aussi désavantagés les uns que les autres, y compris ceux qui produisent à bas coût et ne dispensent ni subventions ni autres aides à l'exportation. Les recettes d'exportation de certains pays en développement qui dépendent énormément de leurs ventes de céréales, comme la Birmanie et le Pakistan (riz), la Thaïlande (riz et céréales secondaires) et l'Argentine (blé et céréales secondaires) seraient probablement touchées. D'autre part, la faiblesse des prix à l'exportation pourrait mettre en difficultés des pays comme le Soudan et le Zimbabwe dont on pense qu'ils sont appelés à devenir des exportateurs importants et réguliers de maïs, et la Colombie, potentiel exportateur de riz, ainsi qu'un certain nombre d'exportateurs marginaux comme le Brésil, l'Inde, le Kenya et le Malawi qui ont occasionnellement des excédents à vendre.

47. Les projections fournissent également quelques indications claires concernant les possibilités d'accroissement des échanges entre pays en développement, notamment pour certains produits que les pays en développement exporteront et importeront en plus grandes quantités. Parmi les denrées

alimentaires de base, le riz, les légumes secs, les huiles végétales et dans une certaine mesure les céréales secondaires semblent en particulier offrir des possibilités d'expansion des échanges entre certains pays en développement. Dans bien des cas, cette expansion du commerce entre pays en développement pourrait aller encore plus loin si, dans le cadre d'une coopération mutuelle visant à renforcer la sécurité alimentaire, les difficultés politiques, financières et institutionnelles pouvaient être surmontées, si des solutions étaient trouvées pour abattre certains obstacles commerciaux, comme les restrictions aux importations et les droits d'exportation, et si l'on favorisait les transactions triangulaires, notamment par un soutien financier.

48. Il conviendrait aussi de saisir toutes les possibilités qui s'offrent d'intensifier les échanges mondiaux. Les politiques nationales des grands pays producteurs et consommateurs ont un effet déterminant sur les marchés internationaux. Si les projections annoncent un ralentissement de la croissance des importations de produits alimentaires de base, cela tient en partie directement d'une propension générale à adopter des mesures politiques qui tendent à isoler les marchés intérieurs. Dans beaucoup de cas aussi, les mesures de soutien intérieur continuent d'engendrer de vastes excédents, dépassant les besoins du pays, qu'il faut ensuite écouler en subventionnant fortement les exportations, ce qui nuit aux possibilités d'exportation des pays qui produisent à bas coût, en particulier des pays en développement.

49. D'une part, de telles politiques comportent des coûts budgétaires élevés pour les pays qui les pratiquent. D'autre part, la croissance globale des recettes réelles d'exportation des produits agricoles, à court et à moyen terme, s'annonce minime. Les projections montrent donc bien qu'il est urgent, dans ces circonstances, de mettre un frein au protectionnisme exacerbé qui empêche de nombreux marchés agricoles de fonctionner correctement et beaucoup de pays en développement d'utiliser pleinement les possibilités du commerce international des produits pour renforcer leur sécurité alimentaire.

ANNEXE: HYPOTHESES FONDAMENTALES SUR LESQUELLES REPOSENT LES PROJECTIONS 1/

50. Les projections relatives aux produits alimentaires de base ont été établies au moyen du Modèle alimentaire mondial. Ce modèle, qui a été élaboré à la FAO en s'inspirant de modèles analogues mis au point précédemment soit par la FAO soit par le Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches du Japon, est de type interactif (c'est-à-dire qu'il permet de calculer simultanément l'offre, la demande, le commerce et les prix de certains nombres de produits) et dynamique (c'est-à-dire que les résultats d'une année ou d'une série d'années influent sur les résultats des années suivantes). Le modèle se compose d'environ 15 000 équations, linéaires et non linéaires, décrivant la demande et l'offre pour chaque produit et chaque pays. Les niveaux de production et de consommation sont déterminés par un certain nombre de facteurs interdépendants. Les prix occupent une place centrale dans le modèle, car ils entrent en ligne de compte dans le calcul de toutes les équations de l'offre et de la demande de tous les produits et de tous les pays.

51. Au moyen de ce modèle, des projections ont été établies pour 138 pays et pour 11 agrégats dans lesquels on a regroupé tous les autres pays, généralement de petits pays et territoires. Des projections individuelles ont été établies pour 13 denrées alimentaires de base (céréales, production animale, graines oléagineuses et produits dérivés). Des projections ont été également établies pour 11 autres produits ou groupes de produits au moyen de techniques autres que le Modèle alimentaire mondial.

52. Pour les besoins du modèle, des données chronologiques ont été rassemblées sous forme de bilans de produits; ces données proviennent principalement des comptes disponibilité/utilisation du Système informatique intégré de la FAO (SII) 2/ qui couvrent une vingtaine d'années. Les comptes disponibilité/utilisation indiquent les disponibilités (production, importations, stocks) et l'utilisation des différents produits année après année pour chaque pays.

53. L'année 1981 est l'année la plus récente pour laquelle on dispose d'un ensemble de bilans de produits parfaitement cohérents. Elle a donc servi de point de départ pour les projections. Quand les chiffres de 1981 n'étaient pas conformes à la tendance et risquaient par conséquent de donner des projections sans rapport avec la réalité, les données de l'année de base ont été modifiées. Pour la période 1961-83, des données ont été également assemblées, en général avec moins de détail pays par pays, pour les produits n'entrant pas dans le Modèle alimentaire mondial.

1/ Les hypothèses de base sur lesquelles reposent les projections sont décrites de façon beaucoup plus détaillée dans le document CCP: OF 85/6 Add.1, novembre 1985.

2/ SII: Système informatique intégré pour le stockage et le traitement des données sur les produits alimentaires et agricoles. Manuel de l'utilisateur, FAO, 1985.

54. Les projections se fondent sur un ensemble d'hypothèses concernant la croissance démographique et la croissance des revenus, les politiques de produits et l'évolution des techniques. Les hypothèses concernant la croissance démographique de chaque pays reposent sur les projections de la Division de la population de l'ONU 1/ qui correspondent à la "variante moyenne" estimée en 1980.

55. En ce qui concerne la croissance du revenu, le scénario principal utilise pour chaque pays un seul taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) ou, dans le cas des pays à économie centralement planifiée, du produit matériel net (PMN). Pour la période 1980-85, on s'est fondé sur des estimations, des prévisions et des projections à court terme établies en 1983 et au début de 1984 par diverses organisations internationales. Pour la période 1985-1990, une hypothèse a été formulée pour chaque pays en s'appuyant sur les projections établies par l'ONU pour la Stratégie de la troisième décennie du développement, par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et par la Banque mondiale. On a également tenu compte des plans nationaux de développement et de différentes projections de sources officielles ou non 2/.

56. La croissance du revenu par habitant va probablement s'améliorer dans la seconde moitié des années 80, alors que, pendant la première moitié de la décennie, l'Afrique, l'Amérique latine et le Proche-Orient ont connu en fait une croissance négative des revenus par habitant. Globalement et pour l'ensemble de la décennie 1980, les taux de croissance du revenu par habitant seront probablement sensiblement inférieurs aux taux réalisés durant les années 70 pour toutes les régions en développement, sauf pour l'Extrême-Orient et les pays d'Asie à économie centralement planifiée qui devraient maintenir l'impulsion des années 70.

57. Les projections concernant la production des denrées alimentaires de base dans le scénario principal se fondent en grande partie sur l'hypothèse d'une poursuite des tendances observées pour les superficies agricoles, l'importance du cheptel et les rendements des cultures et de l'élevage, modifiées pour tenir compte de l'interaction des prix conformément au mécanisme d'équilibrage du marché incorporé dans le Modèle alimentaire mondial. Le modèle présume, sauf dans quelques cas dûment précisés, que les politiques nationales et internationales actuellement en vigueur et influant sur la production, la consommation et le commerce demeureront inchangées.

1/ Département des affaires économiques et sociales internationales, ONU: "World Population Prospects as Assessed in 1980", Etudes N^o 78 sur la population, New York 1981 "Demographic Indicators of Countries: Estimates and Projections as Assessed in 1980", New York 1982; et "Growth of World Population: Past and Projected, 1961 to 2000", ESC/M/83/8, FAO 1983.

2/ Pour plus de détails concernant les sources, les méthodes et les différentes hypothèses concernant les pays, consulter le Compendium of Macro-Economic Indicators, ESC/M/84/1, FAO 1984.

Tableau 1 - Consommation de céréales, de racines et de tubercules par habitant en 1979-81 et en 1990

Région	Céréales				Racines et tubercules			
	1979-81		1990		1979-81		1990	
	Alimentation humaine	Alimentation animale	Alimentation humaine	Alimentation animale	Alimentation humaine	Alimentation animale	Alimentation humaine	Alimentation animale
Total mondial	161,6	129,4	171,4	132,1	73,9	25,1	72,6	20,5
Pays développés	160,3	395,0	161,9	421,9	76,1	67,6	71,7	56,9
Pays en développement	162,0	34,3	174,4	41,2	73,2	9,9	73,0	9,1
Afrique	128,5	10,5	126,1	11,0	165,5	4,0	164,0	3,4
Amérique latine	130,0	104,1	142,6	111,0	66,3	31,5	62,8	29,7
Proche-Orient	201,5	78,9	206,5	99,7	24,6	0,5	27,7	0,7
Extrême-Orient	156,2	5,7	169,1	6,6	26,0	0,8	28,1	0,9
Economies central ^t -planifiées d'Asie	184,0	43,2	206,2	57,3	106,0	17,0	103,1	15,9
Autres pays en développement	64,5	4,9	65,0	4,6	245,8	12,0	248,4	10,0
Pays à faible revenu et à déficit alimentaire (Chine et Inde non comprises)	149,2	6,8	151,0	8,0	94,0	2,5	97,1	3,0
dont:								
Afrique	123,1	7,0	119,0	6,5	179,3	3,3	177,8	3,2

(..... kg/an)

Source: Les chiffres pour 1979-81 sont des chiffres réels; les chiffres pour 1990 sont dérivés du Modèle alimentaire mondial établi par la Division FAO des produits et du commerce international.

Tableau 2 - Taux de croissance de la consommation, de la production et du commerce des céréales et taux d'autosuffisance

Région	Taux de croissance toutes céréales comprises						Taux	
	1970-80			1980-90			d'autosuffisance	
	Consommation	Production	Importations brutes	Consommation	Production	Importations brutes	1979-81	1990
Total mondial	2,7	2,6	7,1	2,0	2,1	1,8	99,8	100,5
Pays développés	1,7	2,2	6,0	1,2	1,3	0,9	109,1	110,7
Pays en développement	3,8	3,1	8,7	2,9	3,0	3,0	90,4	91,6
Afrique	3,1	1,1	11,8	2,8	1,9	5,4	76,3	70,1
Amérique latine	4,4	2,9	10,8	3,0	3,2	3,4	90,8	93,3
Proche-Orient	4,4	3,1	10,6	3,3	1,6	6,1	76,7	65,0
Extrême-Orient	3,0	2,7	3,0	2,8	3,1	1,2	94,2	97,8
Economies central ^t planifiées d'Asie	4,3	3,9	9,7	2,8	3,3	-3,1	94,1	98,4
Autres pays en développement	4,6	4,4	5,1	2,4	3,8	1,9	7,5	10,0
Pays à faible revenu et à déficit alimentaire (Chine et Inde non comprises)	3,0	2,2	7,6	2,7	2,5	3,6	84,6	82,7
dont: Afrique	2,8	0,9	11,8	2,7	2,0	5,4	79,3	75,1

(..... pour cent) (.....)

Source: Les taux de croissance pour 1970-80 sont des taux réels; les taux de croissance pour 1980-90 sont dérivés du Modèle alimentaire mondial établi par la Division FAO des produits et du commerce international.

Tableau 3 - Effet de diverses mauvaises récoltes en 1990 sur la production, les importations et la consommation: différences par rapport au scénario principal

Région	Mauvaise récolte de blé			Mauvaise récolte de riz			Mauvaises récoltes céréalières généralisées		
	Différence dans la production de blé	Différence dans la consommation céréalière totale	Différence dans la production de riz (usiné)	Différence dans les importations de riz	Différence dans la consommation céréalière totale	Différence dans la production -céréalière totale	Différence dans les importations céréalières totales	Différence dans la consommation céréalière totale	
Total mondial	-28,1	-5,93	-10,50	0,74	-4,57	-77,81	21,00	-27,53	
Pays développés	-27,2	-3,47	0,39	-0,31	-	-63,84	19,86	-18,24	
Pays en développement	-0,9	-2,46	-10,90	1,03	-4,59	-13,97	1,14	-9,29	
Pays à faible revenu et à déficit alimentaire (Chine et Inde non comprises)	-	-0,93	-4,24	0,69	-2,60	-5,56	1,40	-3,60	
dont: Afrique	-	-0,30	-	-0,25	-0,08	-1,15	0,29	-0,82	

(..... millions de tonnes) (.....)

Source: Modèle alimentaire mondial, Division FAO des produits et du commerce international.

Tableau 4 - Effets d'une défaillance généralisée des récoltes en 1990 sur le coût des importations céréalières: divergences par rapport au scénario principal

Région	Augmentation en volume des importations céréalières (millions de tonnes) (pour cent)	Augmentation de la facture des importations céréalières ^{1/} (millions de dollars) (pour cent)
Total mondial	21,00	20 780
Pays développés	19,86	11 112
Pays en développement	1,14	9 668
Afrique	0,13	1 936
Amérique latine	-0,92	1 689
Proche-Orient	-0,56	2 339
Extrême-Orient	2,53	2 759
Economies central ^t planifiées d'Asie	-0,04	848
Autres pays en développement	-	57
Pays à faible revenu et à déficit alimentaire (Chine et Inde non comprises)	1,40	3 770
dont:		
Afrique	0,29	1 443
		59,2
		52,5
		56,2
		48,9
		49,2
		35,2
		41,5
		87,7
		39,2
		68,3

- 21 -

Source: Chiffres compilés à partir de données concernant le volume et les prix des importations tirées du Modèle alimentaire mondial, Division FAO des produits et du commerce international.

^{1/} Valeurs f.o.b. exprimées en dollars constants de 1985; ne comprennent pas le coût du transport maritime, ni les dépenses connexes.





